

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

68020 COLMAR - 7, RUE BRUAT - ☎ 89.2470.00

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

Colmar, le

Bureau des Installations Classées

AR/AB

A R R E T E

N. F. . 9 5 3 0 4

du 18 FEV. 1991

portant

autorisation d'extension des installations de la Société SICA au  
PORT RHENAN de VOLGELSHEIM

-----  
LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- VU l'arrêté préfectoral n° 79020 du 06 juin 1985 autorisant la Société SICA à poursuivre l'exploitation de silos de stockage de céréales et d'activités annexes,
- VU la demande présentée par la Société SICA dont le siège social est 1 place de la Gare à COLMAR, en vue d'obtenir l'autorisation d'agrandir ses installations au PORT RHENAN de VOLGELSHEIM par l'adjonction de deux séchoirs à céréales,
- VU le dossier annexé à la demande et notamment les plans du projet,
- CONSIDERANT que ces installations faisant l'objet de l'extension constituent un établissement classé soumis à autorisation visé au n° 153 bis de la nomenclature des installations classées,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise pendant un mois du 10 octobre 1990 au 12 novembre 1990,
- VU les avis du commissaire-enquêteur, du conseil municipal de VOLGELSHEIM, NEUF-BRISACH et BIESHEIM et des services techniques,
- VU le rapport du 20 décembre 1990 de la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargée de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis du 17 janvier 1991 du Conseil Départemental d'Hygiène,
- SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1er :

La Société de Construction et d'Exploitation de Silo au Port-Rhénan de Neuf-Brisach dont le siège social est situé 1, place de la Gare à 68000 COLMAR, est autorisée à exploiter les activités suivantes :

Activité soumise à autorisation :

Rubrique n° 153 bis : Combustion de gaz naturel : 2 séchoirs à céréales d'une puissance thermique unitaire de 12,8 MW - total : 25,6 MW.

ARTICLE 2 :

Les installations seront situées, établies et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 26 juin 1990.

ARTICLE 3 :

Les installations seront établies et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 79020 du 6 juin 1985, complété par les prescriptions ci-après du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Les rejets des séchoirs seront évacués en partie supérieure, à une hauteur minimale de 25 mètres.

Ils présenteront au maximum les caractéristiques suivantes pour chaque séchoir :

Paramètre	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	FLux horaire en kg/h en moyenne sur 24 h
Poussières	100	5

Avant le 31 décembre 1991, l'exploitant fera effectuer par un organisme agréé une analyse de la qualité de l'air rejeté par chaque séchoir. Les mesures seront effectuées pendant une période représentative du fonctionnement des installations et porteront sur le débit d'air et la concentration en poussières.

Les résultats de ces mesures seront transmis à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

#### ARTICLE 5 :

Les installations de combustion équipant les séchoirs seront installées et exploitées conformément à l'arrêté du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution et d'économiser l'énergie.

#### ARTICLE 6 :

La protection contre l'incendie des séchoirs visés à l'article 1er sera assurée par les dispositifs suivants :

- colonne fixe d'extinction à eau,
- extincteur à CO<sub>2</sub> près de l'armoire électrique,
- sondes de prise de température dans les couloirs d'air usés asservissant la marche des brûleurs et reliées à une alarme sonore.
- contrôle continu de présence de flamme sur les brûleurs à gaz avec coupure automatique de l'alimentation en gaz en cas d'arrêt de flamme.

.../...

Article 07 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 08 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 09 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 10 - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du HAUT-RHIN dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 11 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 12 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, Voirie, etc...).

Article 14 - Le Secrétaire général de la Préfecture du HAUT-RHIN et le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

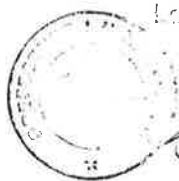
Fait à COLMAR, le 70 FEV. 1997

le Préfet,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Signé : Roger DURAND

Pour ampliation  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Chef de Bureau :



Christian ROBERT